

Europe

DIX LEÇONS SUR LES FRANÇAIS ET LA SOUVERAINETÉ EUROPÉENNE

Gilles Finchelstein

01/03/2021

Dans un contexte de crise liée à la Covid-19, c'est une notion – pas si nouvelle – qui trouve un regain d'intérêt sur la scène publique et politique : la souveraineté. Relancée par le président français dès 2017, puis au cœur des débats et de la législation au sein de l'Union européenne, le débat qu'elle suscite a incité la Fondation Friedrich-Ebert et la Fondation Jean-Jaurès, avec l'institut de sondage Ipsos, à mener une enquête d'opinion dans huit pays européens sur le rapport des Européens à celle-ci. Gilles Finchelstein, directeur général de la Fondation Jean-Jaurès, dresse le bilan de cette enquête du point de vue de la France et met en évidence la présence d'une exception française.

L'inattendue exception française

La souveraineté est de retour. Elle était de retour avant la Covid-19, relancée notamment par Emmanuel Macron dans son discours de la Sorbonne du 26 septembre 2017. Elle l'est, davantage encore, avec la Covid-19 et les fragilités que la pandémie a mises au jour dans chacun de nos pays – avec l'incapacité des Européens à fabriquer un produit apparemment aussi basique que les masques chirurgicaux comme révélateur.

La souveraineté est de retour. Elle l'a été en France depuis le référendum de 1992 chez ceux que l'on a appelé les « souverainistes » ; elle l'est désormais de manière plus centrale dans le paysage politique ; elle a même droit de cité dans l'Union européenne sous le vocable de « souveraineté européenne » parfois, d'« autonomie stratégique » souvent.

La souveraineté est de retour et ce n'est pas seulement un mot. C'est au nom de la souveraineté européenne que la législation sur les plateformes numériques est en train d'être profondément renouvelée par la Commission européenne. C'est au nom de la souveraineté nationale – ou, plus précisément, de la souveraineté « alimentaire » – que le rachat de Carrefour par le canadien Couche-tard a été entravé par le gouvernement français en janvier 2021.

La souveraineté est donc de retour mais quelle compréhension et quelle perception en ont les Européens ?

Pour répondre à ces questions, la Fondation Friedrich-Ebert et la Fondation Jean-Jaurès ont lancé, avec l'institut Ipsos, **une enquête d'opinion inédite** qui a deux caractéristiques.

D'une part, par son périmètre, elle couvre une large part de la population européenne – près de **75% de l'ensemble de l'Union européenne** – et les huit pays retenus permettent d'en saisir toute la diversité – il y a là des pays du sud, du nord et de l'est de l'Union ; des grands, des moyens et des petits pays ; des anciens et des nouveaux États membres ; des Méditerranéens, des Scandinaves et des Baltes...

D'autre part, par son champ d'interrogations, elle permet d'apporter des éléments de réponse à bien des questions. Quelle appréciation les Européens portent-ils sur les mots de souveraineté, de souveraineté nationale ou de souveraineté européenne et quel contenu leur donnent-ils ? Considèrent-ils que la souveraineté européenne constitue une réalité aujourd'hui et/ou une perspective souhaitable ? Dans quels domaines et pour quelles raisons ?

Si l'on veut résumer à l'extrême les résultats européens, on peut souligner que le mot « souveraineté », synonyme d'abord d'indépendance, est connoté positivement (46% contre 31%) ; que l'idée de souveraineté européenne est complémentaire de l'idée de souveraineté nationale (58%), qu'elle a du sens (63% voient bien de quoi il s'agit) et que ce sens est là encore largement positif (52% contre 26%) ; que la souveraineté européenne est une déjà réalité aujourd'hui (51%) et, davantage encore, une perspective souhaitable pour demain (73% attendent qu'elle se renforce) comme réponse aux menaces et défis globaux que nous affrontons (menace terroriste, changement climatique, crise sanitaire).

Ces grandes lignes en tête, si l'on analyse les résultats en concentrant notre regard sur la France, la principale leçon politique qu'il est possible d'en retirer est l'existence d'une nouvelle et inattendue exception française.

Sur le concept de souveraineté

1) un concept globalement minoritaire. *Le mot n'est en effet ni positif ni moderne* – et, pour ne prendre qu'un seul exemple, la comparaison entre la France et l'Allemagne est édifiante. Il est positif à 29% ici et à 73% là-bas. Il est de surcroît jugé bien plus dépassé que moderne – 12% des Français le juge moderne, 9% des Allemands le juge dépassé.

2) un concept ancré dans un imaginaire monarchique. Pour comprendre cette singularité française, il faut se plonger dans l'univers de mots et des idées qui sont spontanément associés au concept de souveraineté par nos compatriotes. Il permet de comprendre pourquoi le mot n'est ni positif ni moderne. Il permet de mesurer l'ampleur de l'incompréhension entre le sens que lui donnent ceux qui l'utilisent et ceux qui le reçoivent. Dans ce genre de questions ouvertes, il est rare qu'un mot, à lui seul, rassemble plus de 10 % des réponses. Ici, **le mot « roi » est spontanément cité par 30 % des personnes interrogées** – mieux encore, sur les onze mots les plus cités, six sont directement reliés à la monarchie.

3) un concept politiquement situé à droite. En France comme en Europe, la souveraineté est d'abord un mot politiquement neutre. Mais, entre la gauche et la droite, il est pourtant fondé de la situer clairement à droite. C'est un mot qui est bien davantage associé à la droite qu'à la gauche (30% contre 4%). C'est un mot qui est bien plus positif pour les Français de « droite modérée » (42% contre 16%) que pour les Français de « gauche modérée » (32% contre 33%). C'est un mot qui, bien plus qu'ailleurs, évoque le nationalisme – 46% des Français choisissent ce mot contre 7% des Allemands et 31% des Européens.

Que se passe-t-il alors lorsque l'on passe du concept abstrait – la « souveraineté » – à l'idée appliquée – la souveraineté « nationale » ou « européenne » ? L'exception française se confirme.

Sur la souveraineté européenne comme idée

4) une idée contradictoire dans les termes. *Les Français ne discutent pas la lisibilité de l'idée, ils en contestent la cohérence.* Une majorité de Français (54%) dit bien voir ce que l'on entend par souveraineté européenne. En revanche, dans les mêmes proportions et à la différence des Européens, les Français estiment qu'il s'agit d'un oxymore (52% disent que ces mots sont « contradictoires » quand 58% des Européens – et 73% des Allemands – les jugent « complémentaires »).

5) un soutien chichement mesuré. La singularité française est triple. Les Français ne portent un jugement positif sur l'expression souveraineté européenne qu'à une courte majorité relative – 41% contre 35% (alors que ce soutien est de 52% contre 26% chez les Européens). Ils ne soutiennent pas davantage l'expression de souveraineté nationale – à 46%, c'est même le pays dans lequel l'expression est jugée le moins positivement. Ils défendent largement en revanche l'expression utilisée dans le vocabulaire communautaire d'« autonomie stratégique » (52% contre 20%) et sont, avec les Italiens, les seuls à privilégier l'autonomie stratégique par rapport à la souveraineté nationale ou européenne.

6) une vision offensive de la souveraineté. L'analyse des idées associées à la souveraineté offre une autre illustration de la singularité française : il s'agit d'abord, pour nous, d'une *affirmation* et d'une *détermination* – pour 59 % des Français, « la capacité à faire valoir ses propres intérêts » lorsque les Allemands répondent « indépendance vis-à-vis des autres », les Roumains « vivre selon ses propres valeurs », les Suédois « coopération librement déterminée avec ses partenaires ».

Sur la souveraineté européenne comme chose

7) Une réalité européenne décevante. La France n'est pas devenue eurosceptique mais elle n'est plus, loin s'en faut, euro-enthousiaste. C'est en France que l'adhésion à l'Union européenne est jugée avec le plus de distance : la note moyenne de 5,8 sur 10 est la plus faible des huit pays interrogés, près de la moitié des Français attribuant une note entre 4 et 6. C'est en France que l'on est le plus nombreux (**64%**) à **considérer l'Union européenne n'est pas souveraine** – alors que, à l'inverse, les Européens estiment l'inverse à une courte majorité (51%). C'est en France enfin que l'on attribue à « la faiblesse des institutions européennes telles qu'elles existent aujourd'hui » la responsabilité des freins à une vraie souveraineté européenne – quand les Allemands ou les Suédois pointent « la responsabilité des dirigeants nationalistes » de certains gouvernements européens et les Roumains, les Espagnols ou les Lettons « la pression d'un certain nombre de pays étrangers ».

8) une perspective espérée. Si la souveraineté européenne n'est pas, pour les Français, une réalité aujourd'hui, ils espèrent qu'elle le devienne demain. À la question de savoir s'il faut renforcer la souveraineté européenne, **deux tiers des Français répondent par l'affirmative**. Tel est le cas, dans des proportions qui ne varient pas de manière spectaculaire, d'une majorité de Français quels que soient leur âge, leur profession, leur niveau de revenu et même leur sensibilité politique. Deux tiers des Français pour un renforcement de la souveraineté européenne, c'est à peine moins que ce qu'ils répondent pour le renforcement de la souveraineté nationale (70%) et c'est à peine moins également que ce que répondent en moyenne les Européens interrogés pour la souveraineté européenne (73%).

Au-delà de cette perspective, l'enquête permet d'apporter des réponses à deux dernières questions : la souveraineté européenne, dans quel domaine et pour quelles raisons ?

9) un champ d'action vaste. On pourrait dire que ce qui singularise les Français, c'est qu'ils sont les seuls à placer en tête « la garantie de la production européenne dans des domaines stratégiques comme l'alimentation ou la santé » dans les champs dans lesquels l'Europe doit développer sa

souveraineté. Mais, ce qui singularise le plus les Français en réalité, c'est que pour eux, **la souveraineté européenne doit se développer tous azimuts**. Juste derrière l'alimentation et la santé (70%), ils placent « une économie prospère » et « une politique de sécurité et de défense commune (67%), des outils communs pour lutter contre les ingérences étrangères (64%), « une défense forte de ses propres valeurs tant à l'intérieur qu'à l'extérieur » et « une maîtrise des frontières extérieures de l'Union (63%). Sur tous les champs proposés, les Français se situent au-dessus de la moyenne des Européens.

10) une réponse à notre déclin. Enfin, lorsque l'on analyse les raisons qui expliquent cette volonté de renforcer la souveraineté européenne, on trouve en tête « la menace terroriste » (42%) – comme pour les Polonais ou les Suédois – mais, plus éclairant, les Français placent en seconde position « le manque de poids de leur pays à l'échelle internationale » (30%). Les Allemands ne sont que 19% à formuler la même réponse et les Polonais (17 %) ou les Suédois (15 %) sont moins nombreux encore à le faire. Il n'y a pas là une vraie spécificité française – les Italiens ou les Espagnols partagent notre point de vue – mais, compte tenu du poids politique, diplomatique, économique et culturel de notre pays, notre réponse illustre bien à la fois une crainte de déclin et une recherche, *via* l'Europe, de grandeur retrouvée par d'autres moyens.

*

Deux dernières remarques, d'ordre géographique et historique, pour terminer.

Comparée à nos deux plus grands voisins – et, comme nous, membres fondateurs de l'Union européenne –, **la France est une sorte de miroir inversé de l'Allemagne et l'Italie une espèce de miroir déformé de la France**, davantage en retrait qu'elle sur à peu près toutes les questions qui ont été passées en revue.

Si l'on essaie de donner une lecture historique de ces résultats, on mesure la profondeur, dans notre pays, de **la mémoire monarchique** – avec notamment cette association de la souveraineté au roi qui éclaire bien des choses –, de **la nostalgie gaullienne** – la souveraineté perçue d'abord comme une affirmation et la grandeur de la France comme un âge d'or disparu –, et **le legs méditerranéen** – l'Europe pensée comme la perspective d'une France en plus grand, au risque d'être un objet de déception récurrent et inévitable...